

**Novembre | Décembre 2022**

## **A LA UNE !** CONFÉRENCE du CNLE

A l'occasion de la publication du rapport « *Les budgets de référence* »  
*en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole du Grand Paris*



Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ([CNLE](#)) a organisé mercredi 14 décembre 2022, une conférence pour accompagner la publication d'un second rapport sur *Les budgets de référence (BdR) en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole du Grand Paris - Nouvelles pistes pour l'inclusion sociale*, sous la direction de Michèle Lelièvre, directrice du Comité scientifique du CNLE et rapporteure du rapport.

Sept ans après un premier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) réalisé en ville moyenne, le rapport 2022 élargit l'enquête à deux autres types de territoires contrastés, en milieu rural et en Métropole du Grand Paris, toujours pour 8 configurations familiales. Il devient alors possible d'apprécier les spécificités territoriales en tant qu'environnement plus ou moins favorable, pour un niveau de vie donné, à l'accès à des conditions de vie décentes. Il offre aussi des regards nouveaux sur le rôle des politiques sociales propres aux collectivités territoriales pour alléger les contraintes qui pèsent sur les familles les plus modestes. Il permet enfin d'articuler la notion de budget de référence avec celle de *reste pour vivre* qui avait été mise en œuvre par le CNLE il y a une dizaine d'années. Ce rapport, qui a nécessité un investissement considérable de connaissances, comporte au total 10 chapitres avec des études inédites de plusieurs chercheurs.

***Un budget décent doit permettre de faire face aux nécessités de la vie quotidienne et de participer pleinement à la vie sociale - Définition arrêtée par les groupes de consensus.***

# Revue de presse

## « Les budgets de référence »



Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) a organisé mercredi 14 décembre 2022, une conférence pour accompagner la publication d'un second rapport intitulé *Les budgets de référence (BdR) en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole du Grand Paris - Nouvelles pistes pour l'inclusion sociale*

## Ils ont parlé du Rapport « Les budgets de référence »



Le «revenu décent» établi à 3 381 euros pour un couple d'actifs avec deux enfants en ville moyenne. C'est dans les villes moyennes qu'il est le plus facile d'avoir une vie « décente », selon les auteurs de cette étude.



En France, le « *revenu décent* » est (largement) supérieur au seuil de pauvreté  
Mathieu Alfonsi avec AFP



Le « revenu décent » minimal est supérieur au seuil de pauvreté officiel, conclut une étude



Un couple avec deux enfants a besoin d'au moins 3 381 € par mois pour avoir à une vie « décente »



Budgets de référence : Un nouvel instrument de réflexion pour éclairer la pratique quotidienne des acteurs sociaux. Nouvelles pistes pour l'inclusion sociale



Un "seuil de vie décente" entre 1.500 et 1.800 euros selon le lieu d'habitation  
Caroline Megglé pour Localtis



CNLE : le "revenu décent" en ville moyenne établi à 3 381 euros



Célibataire ou en couple, quel est le montant d'un "revenu décent" pour vivre en France ?  
Clément Arbrun



Pour vivre « *décentement* », un couple d'actifs avec deux enfants a besoin d'au moins 3.381€ par mois

Laurent Guena



Conférence du CNLE sur « Les budgets de référence, en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole Grand Paris ». Cette conférence accompagne la publication du second rapport sur les budgets de référence en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole Grand [...]



Budgets de référence, budgets décents : un rapport du CNLE éclaire sur les besoins nécessaires pour mener une vie décente, définis par les citoyens



Les budgets de référence (BdR) en milieu rural, en ville moyenne et en Métropole du Grand Paris - Nouvelles pistes pour l'inclusion sociale. Rapport public.



De nouvelles pistes pour l'inclusion sociale : Qu'est-ce que la vie décente dans la France contemporaine d'aujourd'hui? Quels sont les besoins à satisfaire pour vivre décentement que l'on soit retraité, actif, en couple ou non, avec ou sans enfants ? Quel revenu minimum décent ?



Quel est le « revenu décent » en France pour un couple avec deux enfants ? Cette étude fait le point

## ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES, NOTES...

### POUVOIR D'ACHAT



[Entre janvier 2021 et juin 2022, la hausse des prix de l'énergie a entraîné une perte de pouvoir d'achat, malgré la mise en œuvre des mesures exceptionnelles](#)

Plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour contenir la hausse des prix, comme le bouclier tarifaire et la remise à la pompe de 15 centimes hors taxe par litre, ou pour soutenir le revenu des ménages, comme le bonus exceptionnel du chèque énergie. L'ensemble de ces aides ne permet cependant pas de compenser la baisse du revenu disponible des ménages entraînée par la hausse des prix de l'énergie. Les ménages modestes restent les plus touchés. INSEE. Insee Analyses n° 78. Étude.

### NIVEAU DE VIE



[Vivre au minimum : des dépenses qui augmentent plus vite que l'inflation](#)

Dans son rapport 2014-2015, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) a publié des budgets de référence qui évaluent le coût du panier de biens et services nécessaire pour accéder à un niveau de vie minimum décent. Pour tous les ménages étudiés, la hausse de ces budgets a été plus forte depuis 2014 que celle observée pour l'évolution moyenne des prix. Une analyse de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Pierre Concialdi. IRES. Éclairages n° 24. Étude.

### PAUVRETÉ



[Rapport sur la pauvreté en France, édition 2022-2023](#)

L'ouvrage présente un état des lieux complet et repère les principales évolutions. Il propose un portrait statistique des personnes pauvres et dessine la géographie des difficultés sociales. Cette troisième édition, complète le diagnostic par un dossier sur la grande pauvreté, qui place des centaines de milliers de personnes dans des conditions de vie indignes.

Anne Brunner. Louis Maurin. Observatoire des inégalités. Rapport.



[Les bénéficiaires de l'aide alimentaire, pour beaucoup parmi les plus pauvres des pauvres](#)

L'aide alimentaire en nature apportée par les associations en France est distribuée sous trois formes : colis, épicerie sociale ou repas prêts à consommer. Les recourants s'adressent à un type de distribution plutôt qu'un autre en fonction avant tout de leurs situations familiale et de logement : à autres caractéristiques comparables, les personnes seules ou sans logement personnel fréquentent bien plus les distributions de repas.

Aliocha Accardo. Agnès Brun. Thomas Lellouch. Insee Références. Étude.



[La grande pauvreté en France](#)

Deux millions de personnes touchent moins de 750 euros par mois. 300 000 vivent en hébergement d'urgence. La France est l'un des pays les plus riches au monde, mais elle n'a pas éradiqué la misère. Pour tenter d'évaluer le phénomène, on dispose de plusieurs types de mesures.

Observatoire des inégalités. Analyse.

## LOGEMENT



### [L'Assemblée adopte la proposition anti-squat](#)

Le 2 décembre 2022, l'Assemblée nationale a adopté la [proposition de loi](#) durcissant les sanctions contre les squatteurs et accélérant les procédures en cas de loyers impayés. Le texte a été voté en première lecture et doit désormais être examiné par le Sénat où il devrait faire l'objet de modifications.

Assemblée nationale. Proposition de loi n°5194.



### [La prévention des expulsions locatives](#)

La prévention d'un phénomène comme les expulsions locatives est par nature difficilement quantifiable ou évaluable. C'est donc seulement le prisme du contentieux de l'expulsion peut donner une idée des évolutions. Sur la période 2016-2019, ce contentieux a diminué de 18,5 %, avec 150 000 assignations en 2019, dernière année connue, contre près de 180 000 en 2016.

Cour des comptes. Document délibération.



### [Comprendre le Logement d'abord](#)

En 2017, le gouvernement adopte une stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme en s'appuyant sur un principe déjà présent depuis plusieurs années dans le paysage institutionnel et associatif français : le Logement d'abord. Comment s'est déployée une telle réforme d'un point de vue conceptuel et pratique ? Et comment le périmètre très circonscrit du dispositif expérimental *Un chez-soi d'abord* a-t-il été dépassé pour tenter de relever les défis structurels du sans-abrisme à l'échelle du territoire ?

Manuel Hennin. Pascale Estecahandy. Édition Rhizome. Ouvrage.



### [Le logement social en France de 1789 à nos jours](#)

L'institution HLM gère aujourd'hui près de 5 millions de logements accueillant plus de 10,5 millions de personnes. Le sociologue, Jean-Marc Stébé se propose de retracer l'histoire de l'habitat social et de faire la synthèse des concepts qu'il mobilise, alors que la question des banlieues sensibles, des politiques de la ville, des cités HLM reléguées est au cœur de polémiques politico-médiatiques récurrentes.

Jean-Marc Stébé. PUF. Ouvrage.

## HÉBERGEMENT D'URGENCE



### [Combien de personnes à la rue et en hébergement d'urgence ?](#)

Plus de 100 000 personnes font appel au 115 pour obtenir un hébergement d'urgence. Parmi elles, 5 000 adultes et enfants restent à la rue, faute de place.

Observatoire des inégalités. Analyse.



### [Agir contre le mal-logement](#)

La trêve hivernale a débuté ce 1er novembre et durera jusqu'au 31 mars 2023. L'occasion de faire le point sur la stratégie de l'État contre le mal-logement qui se compose de deux axes : l'hébergement d'urgence et [le plan Logement d'abord](#) (LDA). Le 28 octobre 2022, le Gouvernement a annoncé un budget de 2,7 milliards d'euros dont 566 millions d'euros pour le plan LDA.

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Actualité.

## MINIMAS SOCIAUX



### La part des personnes orientées parmi les bénéficiaires du RSA augmente en 2021

Fin 2021, 2,1 millions de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) sont soumis aux droits et devoirs associés à cette prestation. Ces droits et devoirs désignent l'obligation de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle avec, en contrepartie, le droit à bénéficier d'un accompagnement destiné à être aidé dans ces démarches.

DREES. Communiqué presse.

## SANTÉ



### Les plus précaires, premières victimes de l'effondrement du système de santé en France

Les personnes en situation de précarité sont les premières touchées par la crise du système de santé en France. Les inégalités de santé se creusent et sont renforcées par des accès aux droits et aux soins discriminatoires. C'est le constat que tire Médecins du Monde de son 22ème [Rapport](#) annuel de l'observatoire de l'accès aux droits et aux soins des plus démunis en France, qui sort le 8 décembre 2022.

Médecins du Monde. Rapport.



### Les inégalités sociales de santé

Les inégalités socio-économiques sont souvent abordées sous l'angle des différences de revenus ou de patrimoine. Pourtant, de nombreuses enquêtes indiquent qu'avant même la richesse monétaire et les conditions de vie que celle-ci rend possibles, la santé est un déterminant essentiel du bien-être individuel. Cette tribune aborde la question des inégalités socio-économiques de santé.

Pierre-Yves Geoffard. PSE-Ecole d'économie de Paris. Tribune.



### La carte de l'intolérable fracture sanitaire

Combinant les difficultés d'accès géographiques et financiers aux soins, l'UFC-Que Choisir actualise la carte interactive de la fracture sanitaire et la met gratuitement à disposition sur son site pour que chacun puisse vérifier l'accès aux soins à partir de sa commune et interpeller directement ses parlementaires. Télécharger l'étude sur la Fracture Sanitaire.

UFC-Que Choisir. Étude.



### Tout savoir pour bénéficier de la Complémentaire santé solidaire

Mise en place le 1er novembre 2019, la [Complémentaire santé solidaire](#) est un dispositif d'aide pour les dépenses de santé non prises en charge par l'Assurance Maladie obligatoire. Elle permet en effet la prise en charge de la totalité des frais sans avoir à les avancer sur un très large panier de soins. Venue remplacer les anciennes aides au paiement d'une complémentaire santé (ACS) et couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), elle couvre de nouveaux bénéficiaires parmi lesquels les salariés à faibles revenus et les retraités.

Assurance Maladie. Dispositif.

## PETITE ENFANCE



### Concertation sur la petite enfance : des échanges dans une dizaine de territoires

Le gouvernement a lancé une large concertation afin d'évaluer les besoins en matière d'accueil des jeunes enfants en vue de la création du service public de la petite enfance. Au cours des trois prochains mois, des échanges seront organisés dans une dizaine de territoires. Les conclusions de ce volet consacré à la petite enfance du Conseil national de la refondation (CNR) sont attendues au printemps. Localtis. Article.

## ÉDUCATION



### Peut-on mesurer la pauvreté scolaire ?

Être pauvre, c'est d'abord manquer d'argent. Pourtant, ne pourrait-on pas mesurer la pauvreté en fonction du niveau de diplôme ? Celui-ci est bien une forme de patrimoine. Certains sociologues parlent *de capital culturel*. Ce patrimoine se transmet comme la fortune : les enfants de diplômés sont beaucoup plus souvent diplômés eux-mêmes. Dans la société française, le titre scolaire est décisif dans la définition des positions sociales. Centre d'observation de la pauvreté. Analyse.

## EMPLOI



### Travailleurs des plateformes

Le nombre de travailleurs des plateformes s'est accru ces dernières années, chauffeurs VTC, livreurs, etc... Ces travailleurs sont visibles partout dans les rues mais restent invisibles dans les statistiques. En exploitant de façon inédite des données à l'échelle nationale, ces travailleurs ont pu être rattachés au quartier dans lequel ils résident. Cette [étude](#) présente la géographie de l'uberisation des emplois dans les quartiers de France. Il en ressort que ces travailleurs sont particulièrement présents dans les quartiers populaires. Hugo Botton. Compas, Zoom pour agir n° 27. Étude.

## PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



### Les freins et les leviers des dispositifs d'accompagnement pour mettre fin au phénomène, la nouvelle étude de l'ONPE

A l'occasion de la *Journée nationale de lutte contre la précarité énergétique*, le 24 novembre, l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) dévoile les résultats d'une [enquête inédite](#) qui a suivi pendant un an un groupe de 30 ménages en situation de précarité énergétique dont la majorité bénéficie de dispositifs d'accompagnement. Cette première étude *longitudinale* identifie les leviers et les freins pour sortir les ménages de la précarité énergétique et propose des éclairages et pistes de réflexion. ONPE. Étude.

## DIMENSION TERRITORIALE



### Focus sur le rôle des lits Halte Soins Santé en Essonne

Le dispositif de Lits Halte Soins Santé (LHSS) en Essonne accueille toute personne majeure homme ou femme en situation de grande exclusion, pouvant être accompagnée quelle que soit sa situation administrative. « *Il est important de faire connaître et faire comprendre le rôle des LHSS. De créer conjointement des filières contre les exclusions, de créer une dynamique et faire la rencontre entre le social et le médico-social.* » Angelina Valenti, Directrice du Pôle lutte contre les exclusion. Essonne. Agence régionale de santé (ARS). ARS. Île-de-France. Communiqué.



### Évaluation des contrats de ville en Seine-Saint-Denis. Onze propositions pour des coopérations renforcées ([professionbanlieue.org](http://professionbanlieue.org))

Ces **onze propositions** ont été formulées par le groupe de travail de *Profession Politique de la ville en Seine-Saint-Denis* : quel partage des rôles ? Ce sont des pistes concrètes, pour permettre aux territoires de s'en saisir afin de renforcer une action publique au service de l'amélioration des conditions de vie des habitant·es des quartiers prioritaires. Nicolas Rio. Édition Profession Banlieue. Guide.



### [Au-delà du diplôme, les caractéristiques personnelles et familiales influent sur l'insertion professionnelle des jeunes](#)

Si le diplôme reste important dans l'accès à l'emploi, d'autres caractéristiques individuelles influent sur les parcours d'insertion des jeunes. C'est le cas de la parentalité, du déficit d'expérience professionnelle ou encore de la mobilité. En outre, selon leur dynamisme et leur tissu économique local, les territoires peuvent proposer plus ou moins d'opportunités d'emploi aux jeunes.

M. Fontaine. C Manceau. B. Drapeau. Insee Analyses n° 107.



### [Analyse de pratiques inspirantes de lutte contre la précarité alimentaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

La politique de lutte contre la précarité alimentaire est pleine d'ambition, elle vise non pas seulement à lutter contre la faim mais à permettre l'égal accès de tous à une alimentation saine et durable. En 2022, la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) a sollicité l'Agence nationale des solidarités actives (ANSA) pour analyser quelques pratiques concrètes, diverses, inspirantes et en tirer des enseignements et des clés de réussite.

DREETS. Étude .



### [la Banque des Territoires soutient le lancement d'un Hub Territorial pour un numérique Inclusif](#)

Fortement engagée dans la lutte contre la fracture territoriale, numérique et sociale, la Banque des Territoires répond présente au rendez-vous des enjeux posés par les politiques publiques et confirme son appui dans le dispositif « *Hubs Territoriaux pour un Numérique Inclusif* » en allouant une enveloppe de 270 000 € au Hub Corsica chargé de structurer et d'animer le réseau d'acteurs en matière d'inclusion numérique en Corse

## DIMENSION INTERNATIONALE

### Europe



### [La nouvelle directive de l'UE sur le salaire minimum fixe un double objectif](#)

Avant même la crise du COVID-19, la pauvreté constituait déjà une réalité pour des millions de personnes à travers l'Europe. En 2018, dans neuf pays Membres de l'Union européenne, le salaire minimum ne permettait pas de fournir un revenu suffisant pour dépasser le seuil du risque de pauvreté 60 % du revenu équivalent médian disponible au niveau national après les transferts sociaux.

Organisation internationale du Travail. Communiqué.



### [le non-recours aux prestations sociales en France et en Europe](#)

Le non-recours aux prestations sociales est un phénomène d'ampleur et durable dans de nombreux pays européens, atteignant fréquemment des niveaux supérieurs à 30 %. En France par exemple les expérimentations de *territoires zéro non-recours* et le projet de *Solidarité à la source* sont deux projets pour limiter le non-recours. La direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) organisait un colloque à ce sujet, le 13 décembre 2022, avec l'appui de l'Observatoire des non recours aux droits et aux services.

DREES. Compte-rendu.





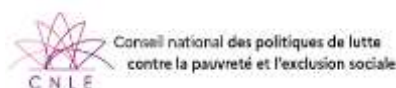
[Coût de la vie selon le lieu de résidence : des "budgets de référence" pour éclairer le travail](#)

[Les associations redoutent une « année noire » pour les sans-abri \(sudouest.fr\)](#)

Records de demandes non pourvues au 115, hausse des charges locatives en raison de la crise énergétique : les associations de lutte contre la précarité ont exprimé mercredi leurs craintes d'une *année noire* pour les personnes sans-abri et mal logées. Bien que plusieurs départements aient déclenché leur plan grand froid, les inquiétudes restent fortes et nombreuses, souligne le Collectif des associations unies, qui rassemble 39 organisations parmi lesquelles la Fondation Abbé-Pierre, Emmaüs, la Croix-Rouge ou encore ATD Quart-Monde.

SudOuest.fr avec AFP. Article.

## A propos du CNLE



Organe rattaché au Premier ministre, présidé par Mme Fiona Lazaar et Delphine Aubert, Secrétaire générale, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres, représentants des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentants du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté et d'invités permanents.

Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

## La newsletter du CNLE

La Newsletter du CNLE constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications, merci de vous inscrire à l'adresse courriel suivante : [dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr](mailto:dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr)

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par le CNLE peuvent être transmis à : [fatima.guemiah@social.gouv.fr](mailto:fatima.guemiah@social.gouv.fr)

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : [www.cnle.gouv.fr](http://www.cnle.gouv.fr)

*Chargée de mission – Chargée de communication*

Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24